



Organisations apparentées

- AIEA**^{1,3} Agence internationale de l'énergie atomique
- AIFM** Autorité internationale des fonds marins
- Commission préparatoire de l'OITICE** Commission préparatoire de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires
- CPI** Cour pénale internationale
- OIAIC**² Organisation pour l'interdiction des armes chimiques
- OIM**⁴ Organisation internationale pour les migrations
- OMC**⁴ Organisation mondiale du commerce
- Tribunal international du droit de la mer

Forum politique de haut niveau pour le développement durable

Commission de consolidation de la paix

Institutions spécialisées^{1,5}

- FAO** Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
- FIDA** Fonds international de développement agricole
- FMI** Fonds monétaire international
- GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE**⁷
 - BIRD** Banque internationale pour la reconstruction et le développement
 - IDA** Association internationale de développement
 - SFI** Société financière internationale
- OACI** Organisation de l'aviation civile internationale
- OIT** Organisation internationale du Travail
- OIM** Organisation maritime internationale
- OMM** Organisation météorologique mondiale
- OMPI** Organisation mondiale de la propriété intellectuelle
- OMS** Organisation mondiale de la Santé
- OMT** Organisation mondiale du tourisme
- ONUDI** Organisation des Nations Unies pour le développement industriel
- UIT** Union internationale des télécommunications
- UNESCO** Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
- UPU** Union postale universelle

Notes :

- 1 Membres du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination (CCS).
- 2 Le Bureau des Nations Unies pour les partenariats sert de coordonnateur pour la Fondation pour les Nations Unies.
- 3 L'AIEA et l'OIAIC font rapport au Conseil de sécurité et à l'Assemblée générale.
- 4 L'OMC n'a pas obligation de faire rapport à l'Assemblée générale, mais elle contribue à titre spécial à ses travaux et à ceux du Conseil économique et social, notamment en ce qui concerne les finances et les questions de développement.
- 5 Les institutions spécialisées sont des organisations autonomes dont le travail est coordonné par l'ECOSOC (au niveau intergouvernemental) et par le CCS (au niveau intersecrétariat).
- 6 Le Conseil de tutelle a suspendu ses activités le 1^{er} novembre 1994, suite à l'indépendance des Palaos, dernier territoire sous tutelle des Nations Unies, le 1^{er} octobre 1994.
- 7 Le Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI) et l'Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA) sont des institutions spécialisées qui ont rejoint le Groupe de la Banque mondiale en 1991.
- 8 Les secrétariats de ces organes font partie du Secrétariat des Nations Unies.
- 9 Font également partie du Secrétariat : le Bureau de la déontologie, le Bureau des services d'ombudsman et de médiation des Nations Unies, le Bureau de l'administration de la justice et le Bureau des Nations Unies pour le sport et le développement et de la paix.

Le tableau reflète l'organisation fonctionnelle du système des Nations Unies, à seule fin d'information. Il n'inclut pas tous les bureaux et organismes des Nations Unies.

Recherche et formation

- UNDIR** Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement
- UNITAR** Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche
- UNSSC** École des cadres du système des Nations Unies
- UNU** Université des Nations Unies

Autres organismes

- CNUCED**^{1,8} Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
- HCR**¹ Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
- ITC** Centre du commerce international (CNUCED/OMC)
- ONU-Femmes** Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes
- UNOPS**¹ Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets
- UNRWA**¹ Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient

Opérations de maintien de la paix et missions politiques

- Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY)

Autres organes

- Comité chargé des organisations non gouvernementales
- Comité des politiques de développement
- Comités d'experts de l'administration publique autochtones
- Instance permanente sur les questions autochtones
- ONUSIDA** Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida
- GENUNG** Groupe d'experts des Nations Unies pour les noms géographiques

Recherche et formation

- UNICRI** Institut international de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice
- UNIRSD** Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social

Commissions régionales⁶

- CEA** Commission économique pour l'Afrique
- CEE** Commission économique pour l'Europe
- CEPALC** Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes
- CESAO** Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale
- CESAP** Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique

Organes subsidiaires

- Comités permanents et organes ad hoc
- Mécanisme international appelé à exercer les fonctions résiduelles des tribunaux pénaux

Organes subsidiaires

- Comités contre le terrorisme
- Comités des sanctions (ad hoc)
- Comité d'état-major

Commissions techniques

- Condition de la femme
- Développement social
- Forum des Nations Unies sur les forêts
- Population et développement
- Prévention du crime et justice pénale
- Science et technique au service du développement
- Statistique
- Stupéfiants

Départements et bureaux²

- BAJ** Bureau des affaires juridiques
- BSCI** Bureau des services de contrôle interne
- Bureau de l'appui à la consolidation de la paix
- Bureau des affaires de désarmement
- Bureau des Nations Unies pour les partenariats²
- Bureau du Conseiller spécial pour l'Afrique
- Bureau du Haut-Représentant pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement
- Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général chargé de la question de la violence à l'encontre des enfants

Commissions régionales⁶

- CEA** Commission économique pour l'Afrique
- CEE** Commission économique pour l'Europe
- CEPALC** Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes
- CESAO** Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale
- CESAP** Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique

Autres organes

- Comité chargé des organisations non gouvernementales
- Comité des politiques de développement
- Comités d'experts de l'administration publique autochtones
- Instance permanente sur les questions autochtones
- ONUSIDA** Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida
- GENUNG** Groupe d'experts des Nations Unies pour les noms géographiques

Recherche et formation

- UNICRI** Institut international de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice
- UNIRSD** Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social

Commissions techniques

- Condition de la femme
- Développement social
- Forum des Nations Unies sur les forêts
- Population et développement
- Prévention du crime et justice pénale
- Science et technique au service du développement
- Statistique
- Stupéfiants

Départements et bureaux²

- BAJ** Bureau des affaires juridiques
- BSCI** Bureau des services de contrôle interne
- Bureau de l'appui à la consolidation de la paix
- Bureau des affaires de désarmement
- Bureau des Nations Unies pour les partenariats²
- Bureau du Conseiller spécial pour l'Afrique
- Bureau du Haut-Représentant pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement
- Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général chargé de la question de la violence à l'encontre des enfants